

**Conférence de M. Jean-Paul Noël Abdi sur les droits de l'Homme à Djibouti**

**Samedi, 23 juillet, 2011**

**Université du Québec en Outaouais**

**Gatineau, Québec**

Bienvenue à tous et à toutes,

Je m'appelle Warren Creates. Je suis un avocat qui travail dans le domaine de la loi sur l'immigration et des réfugiés depuis 25 ans. Compte tenu de ma profession, j'ai été en mesure de plaider en faveur des réfugiés et de nombreux demandeurs d'asile de Djibouti, ici au Canada. J'ai également utilisé ma position pour prendre un rôle actif en condamnant le gouvernement de Djibouti pour ses abus fréquents et de longue date des droits humains.

I am honoured to be speaking at the invitation of M. Jean-Paul Noel Abdi, président de la Ligue Djiboutienne des Droits Humains. M. Abdi est un homme courageux qui, dans sa poste de président de la Ligue, a combattu sans relâche, dès le début de son travail dans ce domaine en 1999, pour améliorer la situation des droits de l'Homme et pour amener le gouvernement à se rendre compte.

This has not been an easy task for M. Abdi. He has been shadowed and harassed by his country's own government for defending human rights. In 2006 he was prevented from attending a journalists' conference in Uganda. In 2007, he was arrested, convicted, and sentenced to six months' imprisonment and ordered to pay a fine for "criminal libel" after

he alleged that security forces were complicit in the 1994 murder of seven people whose remains were uncovered in 2007. According to Human Rights Watch, his appeal from this conviction has never been heard. In 2009, he was arrested and detained for “public insults of judicial authority” after he criticized the courts for lack of judicial independence.<sup>1</sup> M. Abdi was jailed as recently as February of this year on allegations of having participated in insurrection movements, and although he has been released – and we are glad and honoured to have him here with us today – these baseless charges against him still stand.

M. Abdi se bat infatigablement contre l’impunité et la corruption. Il chérit les principes de justice sociale, la transparence, la liberté et les droits d’égalités. Malgré la difficulté de travailler dans ce domaine, il à réussi à maintenir l’opérabilité de la Ligue.

Comme plusieurs de vous le savent déjà, la Ligue Djiboutienne des Droits Humains travaille fort pour informer la population de Djibouti et la communauté internationale des actions du gouvernement qui menacent les droits humains. LDDH a été fondé en 1999 par M. Abdi. For security reasons, the organization is forced to work semi-clandestinely to accomplish their goals. The work of the organization is carried out by a core team of volunteers and these volunteers deserve praise and congratulation for the difficult but incredibly important work that they do.

---

<sup>1</sup> Human Rights Watch, “Djibouti: Call to Drop Charges and Release Jean-Paul Noël Abdi, President of the Djiboutian League of Human Rights”, <http://www.hrw.org/en/news/2011/02/17/djibouti-call-drop-charges-and-release-jean-paul-no-l-abdi-president-djiboutian-leag> , accessed July 22, 2011.

According to the annual Freedom House publication, *Freedom in the World 2011*<sup>2</sup> Djibouti's political rights rating has declined from Partly Free to Not Free. This is largely due to the constitutional changes that took place in April 2010 allowing the president to run for a third term in office.

Les élections à Djibouti ont connu plusieurs difficultés. Lorsque le président actuel, Ismaël Omar Guelleh, a remporté son deuxième mandat en 2005, le seul autre candidat s'est retiré de l'élection dû au contrôle par le gouvernement des médias et de la répression de l'opposition. Les principaux partis d'opposition ont refusé de participer aux élections législatives en 2008. Le gouvernement a systématiquement abusé le processus électoral en manipulant le processus et en arrêtant certains leaders de l'opposition, ainsi que par l'interdiction des partis d'opposition. Le gouvernement de Djibouti exige des partis politiques de s'enregistrer auprès du gouvernement et en 2008 le président a dissous le parti d'opposition, Mouvement pour le Renouveau démocratique.

The economic situation in Djibouti is undermined by corruption. UNICEF reports that as many as two out of three children in Djibouti are exposed to life-threatening situations because of poverty. A report commissioned by UNICEF in 2009 found that nearly 70% of children are deprived of at least one basic right – including the right to water and sanitation, information, nutrition, education and health.

---

<sup>2</sup> Freedom House, *Freedom in the World 2011 – Djibouti*, (Maryland: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2011).

Freedom of speech is a major issue in Djibouti. Although it is guaranteed in the constitution, the government routinely and systematically restricts its exercise. The domestic media is almost entirely controlled by the government. The principal newspaper and Radio-Television Djibouti which operates the national radio and television stations is government-owned. Strict libel laws prevent journalists from covering sensitive issues which include human rights. This environment means that local human rights groups, like the LDDH, cannot operate freely.

Les tribunaux ne sont pas indépendants du gouvernement. Il y a eu des allégations de poursuites politiquement motivées. Les groupes minoritaires, y compris le peuple Afar, souffrent de marginalisation sociale et économique, la discrimination, et en cas nombreux, la persécution.

But the winds of change are blowing.

Il y a une pression régionale qui se développe et cette pression demande que les institutions gouvernementales soient plus responsables et plus transparentes. Il y a eu un effort important tant dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord contre l'oppression, la discrimination et la corruption du gouvernement. Ce mécontentement à l'autoritarisme grandit et se répand dans la Corne de l'Afrique.

Le début de cette année a vu des manifestations populaires sans précédent dans l'histoire du pays. Ces manifestations ont été organisées pour contester les conditions non-

transparentes de l'organisation du scrutin présidentiel et les manipulations constitutionnelles d'avril 2010. Mais le gouvernement a répondu à ces contestations avec des actions oppressive, violente et systématique. Il y avait des rapports des arrestations, des detentions et des poursuites arbitraires de manifestations pacifiques et de défenseurs des droits de l'Homme.

Les élections qui ont permis le président de s'installer pour un troisième mandat sont des choses que la communauté internationale a l'obligation et la responsabilité de dénoncer. La communauté internationale doit réagir. On ne peut pas approuver ce déni de démocratie.

All of this to say that there is a serious need for reform in non-democratic, authoritarian oppressive societies. The venue of this conference, here in Canada, is a venue allowing people the opportunity to speak freely about oppressive regimes. The values expressed in the Charter of Rights and Freedoms – the freedoms of expression, association, political opinion and equality – are all values that create a spirit of openness. Let us be frank and honest here today. This is a venue where our views can be freely expressed thanks to the rights enshrined in our Charter. Let us show the world how a free society looks and how it can operate to the benefit of all.

But with rights come obligations. Here in Canada we have the right to freedom of expression – let us exercise our corollary obligation to speak and shed light on the failings of the Djibouti government to protect and defend human rights in its country. We

cannot turn a blind eye to these abuses. Many refugees from Djibouti have fled to Canada seeking the protection of our government. According to Canada's 2006 census data on Immigration Status and Period of Immigration, there were 525 total immigrants and non-permanent residents from Djibouti living in Canada. As a signatory to the 1951 Refugee Convention, Canada has a crucial role to play in protecting Djibouti people.

En mars 2009, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a entrepris un examen périodique de Djibouti. Le Rapport du Groupe de travail affirme que le Canada a félicité Djibouti pour avoir signé le Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Toutefois, le Canada a recommandé que Djibouti ratifie la Convention ainsi. Le Canada s'est déclaré concernés par les rapports indiquant des actes de répression contre les gens dans les syndicats et a recommandé que Djibouti respecte les droits des syndicats, de s'abstenir de l'arrestation et la détention arbitraire, de la violence physique et le harcèlement des représentants syndicaux et d'empêcher l'action syndicale. Le Canada a aussi recommandé que Djibouti modifie leurs lois sur la liberté de communication. En particulier, les lois qui stipulent que les participants à la gestion financière d'un organisme de presse doivent être citoyens de Djibouti; que le directeur et vice-directeur d'un carrefour des médias doivent être citoyens de Djibouti, et qui exigent le directeur d'un carrefour audiovisuel doit être âgé d'au moins 40 ans. Le Canada a recommandé en outre que Djibouti éliminer l'emprisonnement pour le châtime des délits de presse et de s'abstenir de l'usage de l'intimidation contre les journalistes en vue

de favoriser un climat de tolérance afin que les politiciens de l'opposition peuvent exprimer leurs opinions librement.<sup>3</sup>

But more needs to be done to help in the fight against human rights abuses in Djibouti and in the region. I remain devoted to this cause. We must work together. Holding this event and others like it is the way to encourage and effect real change.

J'espère qu'on peut tous et toutes travailler ensemble pour réaliser un meilleur avenir pour les peuples de Djibouti.

Thank you.

---

WARREN L. CREATES, B.A., LL.B.

Head, Immigration Law Group (Canadian and American)  
Certified by the Law Society of Upper Canada  
as a Specialist in Citizenship and Immigration Law  
(Immigration & Refugee Protection)  
Perley-Robertson, Hill & McDougall LLP/s.r.l.  
1400-340 Albert Street  
Ottawa, Ontario, Canada K1R 0A5  
613.566.2839(p)/613.238.8775(f)  
[wcreates@perlaw.ca](mailto:wcreates@perlaw.ca) and [www.warrencreates.com](http://www.warrencreates.com)

---

<sup>3</sup> UN Human Rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review - Djibouti*, 3 March 2009, A/HRC/WG.6/4/L.2; A/HRC/11/16, available at: <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49f964eed.html> [accessed 22 July 2011]